

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 27 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 mars 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Forge)

ROUTE DE CHALAMPE
BP 1403
68071 Mulhouse

Références : 0006705981_2024_03_13_PSA_Forge_VIIC_retention
Code AIOT : 0006705981

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2024 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Forge) implanté ROUTE DE CHALAMPE BP 1403 68100 Mulhouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale intitulée « Rétention et confinement des eaux d'extinction ». Cette action vise à vérifier la bonne application des prescriptions applicables à l'installation en matière de confinement des eaux d'extinction incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Forge)
- ROUTE DE CHALAMPE BP 1403 68100 Mulhouse
- Code AIOT : 0006705981
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Stellantis de Mulhouse du groupe automobile Stellantis (ex-Groupe PSA) est un site d'assemblage (emboutissage, ferrage, peinture et montage) qui abrite d'autres activités permettant la fabrication d'automobiles ou pièces de rechange (Forge, Fonderie, etc). Les activités du site sont génératrices d'émissions de toutes natures.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 – Confinement des eaux d'extinction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Adéquation des volumes de confinement	Arrêté Préfectoral du 14/03/2014, article 7.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
	au besoin			
3	Mise en œuvre du confinement	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 8.6.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Consignes	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 8.6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence 3 non-conformités aux prescriptions contrôlées :

- point de contrôle n°1 : incomplétude du plan des réseaux eaux pluviales (sens des écoulements, emplacements des obturateurs...);
- point de contrôle n°2 : absence du calcul des moyens de confinement pour le sud-est du bâtiment "Forge 1" ;
- point de contrôle n°3 : non-étanchéité d'une vanne, entretien préventif des obturateurs incomplet ;

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : [...] -le plan des réseaux et installations de [rétention et] confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection son plan des réseaux eaux pluviales référencé « A907D00011_RESEAUX_EAUX_PLUVIALES_CGADENNE-A0 » daté du 21/02/2023,</p> <p>Après analyse de ce document, l'Inspection constate que le plan des réseaux eaux pluviales transmis contient différents réseaux d'eaux pluviales représentés par différentes couleurs et situent les « séparateurs d'hydrocarbures », les « vannes RAMUS » et les « obturateurs gonflables ». Cependant, certains éléments manquent à ce plan :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une légende permettant de préciser le code couleur utilisé, - une meilleure identification des bassins d'infiltrations associés aux différents réseaux, - des précisions sur le sens d'écoulement. <p>Les sens d'écoulements sont présents pour certaines installations (bâtiments « SR44 Peinture », « SR01 MECA A »...) mais n'est pas représenté pour d'autres, comme les bâtiments de la forge « SA03 FORGE », « SR05 », « SA19 » aussi appelés Forge 2, Forge 3 et Forge 4.</p> <p>En l'absence de ces éléments, l'Inspection considère que les plans présentés ne sont pas opérationnels et ne permettent pas d'atteindre l'objectif d'information visé par la prescription.</p>

En amont de la visite, l'exploitant a également transmis 2 documents référençant les modes opératoires des vannes et boudins obturateurs permettant d'isoler les eaux incendie des bassins d'infiltration. Ces documents sont respectivement « MO_H001 » et « MO_H002 », datés tout deux du 06/12/2023. Ainsi que 4 documents rapportant un entretien bi annuel des vannes RAMUS : « PAM 1 », « PAM 2 », « PAM 3 » et « 908 », le premier daté du 06/06/2023 et les trois autres du 07/03/2023. Une carte qu'on retrouve dans ces 4 documents situe la position des vannes RAMUS sur le site.

Après analyse de ces documents, l'Inspection a constaté que les plans représentés dans les différents documents ne sont pas concordants. En effet, l'emplacement et le nombre de vannes diffère selon les plans.

Au cours de la visite l'Inspection a constaté par échantillonnage qu'au moins 3 vannes présentes sur le site (PAM, 1 PAM 2 et PAM 3) n'apparaissent pas sur le plan « A907D00011_RESEAUX_EAUX_PLUVIALES_CGADENNE-A0 » transmis par l'exploitant. Par ailleurs, l'Inspection a constaté sur site que l'emplacement de la vanne 908 sur le plan ne correspond pas à son emplacement réel.

Postérieurement au contrôle, le 15/03/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection une mise à jour de son plan des réseaux eaux pluviales référencé « A907D00059 RESEAUX EP BASSINS VERSANTS A0 ». Après analyse de ce document, l'Inspection a constaté entre autres choses :

- L'ajout des « bassins d'écoulements » qui permet d'identifier grâce à une légende les zones associées à chaque fosse d'infiltration ;
- L'ajout d'un seul repère pour les vannes PAM 1, PAM 2 et PAM 3 ;
- La modification de l'emplacement de la vanne 908 ;
- Une numérotation plus visible des fosses d'infiltration ;

Cette mise à jour ne permet pas de respecter la prescription contrôlée. En effet :

- La représentation des « bassins d'écoulement » est trop opaque pour pouvoir identifier les réseaux d'eaux pluviales ou les bâtiments
- Les vannes PAM 1, PAM 2 et PAM 3 ne se trouvant pas au même endroit, les 3 emplacements réels devraient être apparents, un seul repère pour les vannes n'est pas satisfaisant ;
- Le nouvel emplacement de la vanne 908 ne correspond toujours pas à l'emplacement réel ;
- L'exploitant a fait le choix de remplacer les symboles de représentation des vannes, les nouveaux symboles sont beaucoup moins précis que les anciens ;
- Les sens d'écoulement ne sont toujours pas renseignés de manière complète.

Au regard de ces constats, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Adéquation des volumes de confinement au besoin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2014, article 7.2

Prescription contrôlée :

Confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.

[...]

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, les justificatifs des volumes à retenir, et l'adéquation des moyens employés.

Constats :

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection le plan des réseaux eaux pluviales référencé « A907D00011_RESEAUX_EAUX_PLUVIALES_CGADENNE-A0 » daté du 21/02/2023 ainsi que le document « Fiche EDD Besoins et confinement des eaux d'extinction incendie V1 TLV » daté du 30 septembre 2014. Ce document décrit le confinement des eaux incendies, qui n'est pas réalisé par un bassin de confinement mais par un dispositif équivalent formé du réseau d'eaux pluviales lui-même.

Après analyse de ces 2 documents, l'Inspection constate que le détail des calculs des moyens de confinement est incomplet. En effet, le plan montre qu'une partie du bâtiment forge 1 aussi appelé « SR02 » sur le plan n'est pas connecté au réseau menant à la « fosse fonderie » et rejoint la « fosse forge ». Alors que les détails des calculs des moyens de confinement de la Forge 1 ne présente que le réseau qui aboutit sur la « fosse fonderie ».

Il revient donc à l'exploitant de réaliser les calculs permettant de montrer que la partie sud-est de la forge 1 « SR02 » est associé à un système de collecte des eaux susceptibles d'être polluées suffisamment dimensionner.

Au regard de ces constats, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mise en œuvre du confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 8.6.5

Prescription contrôlée :

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont confinés afin de prévenir toute pollution des sols, du réseau d'égouts de la station d'épuration de Sausheim, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Constats :

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection les justificatifs de « l'entretien bi annuel des vannes RAMUS » : « PAM 1 », « PAM 2 », « PAM 3 » et « 908 ». Le premier daté du 6 juin 2023, les trois autres datés du 7 mars 2023. L'ensemble de ces justificatifs est accompagné d'un plan du site où figurent les systèmes d'obturation du réseau d'eau pluviale.

L'exploitant a également transmis 2 documents référençant les modes opératoires respectivement des vannes RAMUS et des boudins obturateurs permettant d'isoler les eaux incendie des bassins d'infiltration. Ces documents sont respectivement « MO_H001 » et « MO_H002 », datés tout deux du 06/12/2023.

Après analyses de ces documents, l'Inspection constate que :

- certaines vannes sont manquantes sur les plans associés aux documents de l'entretien (notamment les vannes PAM 1, PAM 2, PAM 3, vanne 657...)
- l'action d'entretien « Appeler les pompiers pour tester la commande à distance » ne concerne que 4 vannes du site sur les 9 vannes télécommandables que l'on retrouve sur le plan du document « MO_H001 »
- l'action d'entretien « Faire une manœuvre manuelle des vannes. (bouton poussoirs ouverture fermeture vanne) » ne concerne que 4 vannes du site sur les 10 vannes qui ne sont pas présentées comme télécommandables sur le plan du document « MO_H001 »

Au cours de la visite, l'Inspection a constaté par échantillonnage au niveau des vannes PAM 2, PAM 3 et 908 que :

- les vannes ne sont pas signalées,
- les vannes sont actionnables grâce à un tableau de commande, manuellement et/ou à distances

Par ailleurs, l'Inspection a pu faire tester la fermeture à distance et l'étanchéité de la vanne 908 de la « fosse forge ». L'Inspection a constaté la fermeture de la vanne, réalisé par commande à distance ainsi que le fonctionnement du signal lumineux asservi à la fermeture de la vanne.

L'exploitant a réalisé une mise en charge du réseau d'eau pluviale à une dizaine de mètres en amont de la vanne 908.

L'Inspection a constaté un écoulement en aval de la vanne 908, au niveau de l'arrivée du réseau au bassin d'infiltration « fosse forge » montrant que la vanne 908 ne permet pas l'isolement du réseau par rapport à l'extérieur. Que cela soit à cause d'une fermeture incomplète, un manque d'étanchéité ou autre.

L'ensemble des éléments précités amènent l'Inspection à considérer que l'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée.

Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection les justificatifs de l'entretien de ces vannes datant du 2 mars 2022 et celles datant du 5 mars 2024. Permettant de justifier d'un entretien annuel. L'exploitant a également été transmis un nouveau canevas « Entretien annuel des systèmes d'obturation des eaux pluviales » où l'on trouve :

- une mise à jour du plan joint à la fiche entretien avec 21 vannes présentent dont les vannes PAM 1, PAM 2, PAM 3 et 657,
- une mise à jour de l'action « Appeler les pompiers pour tester la commande à distance » qui concerne a présent les 9 vannes télécommandables présentés sur le plan du document « MO_H001 »,
- une mise à jour de l'action « Faire une manœuvre manuelle des vannes » qui concerne a présent les 9 vannes télécommandables présentés sur le plan du document « MO_H001 », mais qui ne prend pas en compte les autres vannes manœuvrables manuellement,
- une action supplémentaire « vérifier l'étanchéité de la vanne après fermeture ».

Les modifications apportées par l'exploitant après la visite ne permettent pas de considérer le respect de la prescription contrôlée.

Au regard de ces constats, et malgré les transmissions de l'exploitant postérieures au contrôle sur site, l'Inspection considère qu'il ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 8.6.4

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

[...]

- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur,

[...]

Constats :

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection le document référencé « Plan_22_Pollution_dans_le_reseau_eau_pluviale », ce document reprend les risques présents sur site, les différents scénarios possibles, les conséquences et réactions des secours, les moyens d'intervention à mettre en place et besoins ainsi que les consignes et se rapporte à d'autres documents (« Mode Operatoire n° 54 et 55 », « Liste d'appel d'urgence », « Lien Docinfo Dispositif RAMUS » et « Lien Docinfo Dispositif BOUDIN »).

Sur le terrain, l'Inspection a pu échanger avec le Chargé Incendie et Gestion des Risques. Celui-ci a précisé qu'en cas d'incendie le déclenchement des obturateurs revenait aux pompiers internes du site.

Après analyse du document, l'Inspection constate que la procédure prend bien en compte l'obturation des réseaux d'eaux en amont des bassins d'infiltration après un contrôle des sens d'écoulement. Les constats réalisés n'appellent pas d'observations de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite